



Communiqué intersyndical

Retraité-es CGT, FO, FGRFP, FSU, Solidaires

10 juin 2020

Après avoir été reçues en audioconférence par le directeur de cabinet de la Préfète (28 mai), suite à leur interpellation par courriers pendant le confinement, les organisations de retraité-es CGT, FGR-FP, FO, FSU et Solidaires restent mobilisées. Si le strict nécessaire a pu être assuré dans notre département faiblement touché, les conditions d'accès à la santé y restent problématiques.

Au-delà et pour l'après, nos organisations affirment leur vigilance et leur volonté d'infléchir les futures décisions en matière de santé ("Ségur") vers plus de justice et d'égalité de traitement de tous les citoyens dont les retraité-es sont une partie constitutive importante (17 millions).

L'intersyndicale appelle les retraité-es à participer à la journée nationale d'action du 16 juin.

L'hôpital public est un maillon essentiel du service public de santé. Les politiques d'austérité, le management et la gestion fondés sur la recherche opiniâtre de rentabilité ont déjà fortement réduit le nombre et les moyens des hôpitaux. Les mêmes logiques ont également frappé les EHPAD, l'aide à domicile et le secteur sanitaire et social. Les alertes nombreuses des personnels et des usagers ont été ignorées. On en mesure aujourd'hui les effets dramatiques payés au prix fort par les retraité.es qui représentent plus de 80% des morts de l'épidémie qui frappe.

Le ministre de la santé estime toujours que le plan du gouvernement « ma santé 2022 », mis en chantier en 2018, qui amplifie la disparition d'hôpitaux et de services entiers et qui ampute l'hôpital public au profit du secteur privé reste le chemin à suivre. Le « Ségur de la santé » n'envisage pour l'heure aucun changement de cap.

Le 16 juin, les retraités seront dans l'action avec les personnels de la santé pour :

- soutenir l'hôpital public avec l'exigence du renforcement des moyens, l'arrêt des fermetures d'établissements, de services et de lits.
- garantir l'accès, pour tous, à des soins de qualité et de proximité partout sur le territoire.

Ils affirmeront leur solidarité avec les revendications des personnels pour de meilleurs salaires, une meilleure reconnaissance des qualifications et des recrutements qui permettent de satisfaire au mieux les besoins en santé des usagers.

Mardi 16 juin 2020

A 12h30 – Rondpoint Laborit (CHU Poitiers)

En annexe, vous trouverez le compte rendu de l'entrevue de l'Intersyndicale avec la Préfète et l'Agence Régionale de Santé – 28 mai

Annexe

Début avril 2020, en plein confinement inquiétant, l'intersyndicale des retraités de la Vienne a adressé un courrier à madame la Préfète de la Vienne à propos de la gestion de la crise sanitaire :

- Les masques et les dépistages (en retard, insuffisants et non gratuits),*
- la protection des personnels et des résidents en EHPAD,*
- les retards dans la préparation de la loi « grand âge »,*
- la détérioration du dispositif de santé français (déserts médicaux, paupérisation des hôpitaux, réduction des effectifs hospitaliers),*

ont fait l'objet de questions précises.

Les échanges de courriers (2 allers-retours) ont conduit à une audio conférence le 28 mai dernier finalisant questions et réponses. Cinq organisations présentes (CGT, FO, FGR, FSU et Solidaires), le directeur de cabinet et une représentante de l'ARS.

S'agissant des masques et dépistages, l'Etat est resté attaché à « une logique de besoin ». En réponse aux sollicitations des communes, des EHPAD et de l'ensemble des services de l'état, 70 000 masques, ont été distribués. L'intersyndicale a insisté sur une large distribution, gratuite, répétée si nécessaire et systématique pour les plus de 60 ans en rappelant qu'ils constituent des personnes les plus à risque. En EHPAD, les tests et dépistages ont été limités aux seuls cas de suspicion.

Pour résumer, au cœur de la crise sanitaire, le strict nécessaire est resté limité à l'à peine suffisant !